

Nouvelle-Calédonie : "Il faut renouer rapidement le dialogue", selon la mission du Sénat

POLITIQUE ▲ Eline ULYSSE © 28/06/2022

Le dialogue entre l'État, les non-indépendantistes et les indépendantistes doit "être renoué rapidement" alors que la Nouvelle-Calédonie doit se doter d'un nouveau statut après trois référendums, qui ont rejeté l'indépendance, ont déclaré mardi les rapporteurs d'une mission d'information du Sénat.

"Il faut que le dialogue se noue rapidement sur tous les sujets et il faut aussi retrouver la confiance", a déclaré lors d'une conférence de presse, le sénateur Philippe Bas (LR). Dans le cadre d'une mission d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, M. Bas, François-Noël Buffet (LR), président de la commission des Lois, et Jean-Pierre Sueur (PS) achevaient mardi un déplacement de cinq jours dans l'archipel, au cours duquel ils ont eu des entretiens avec l'ensemble des autorités politiques, économiques, religieuses, syndicales et culturelles.

Avec mon ami Paul Neaoutyine, président de la Province Nord de la Nouvelle Calédonie. pic.twitter.com/gCoCHg4Hpm

— Jean-Pierre Sueur (@JP_Sueur) June 27, 2022

La mission doit rendre son rapport à la rentrée. "Nous avons beaucoup écouté, c'est l'objectif que nous nous étions fixés. L'enjeu était, dans un climat de tension et d'inquiétude, de reconstruire un lien de confiance entre les acteurs, dont le Sénat", a de son côté indiqué M. Buffet. Le troisième et dernier référendum sur l'indépendance de l'accord de Nouméa (1998), le 12 décembre dernier, a soulevé la polémique suite au refus des indépendantistes kanak de prendre part au scrutin dont ils réclamaient le report, en raison de la crise sanitaire.

Je salue l'arrivée et le lancement des travaux de la mission sénatoriale en Nouvelle-Calédonie avec [@fnb_officiel](https://twitter.com/fnb_officiel), [@BasPhilippe](https://twitter.com/BasPhilippe) et [@JP_Sueur](https://twitter.com/JP_Sueur).

Cette mission, je l'espère, contribuera à la réflexion sur la situation institutionnelle et consolidera le processus de dialogue. pic.twitter.com/WvYy2acVc2

— Gérard Larcher (@gerard_larcher) June 24, 2022

Le vote, qui marque l'aboutissement de l'accord de Nouméa, a été remporté haut la main (96,5%) par les partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France, mais le FLNKS conteste sa légitimité et accuse l'État d'être "partisan". La coalition indépendantiste a rappelé mardi dans un communiqué qu'elle réclame des discussions "bilatérales avec l'État qui concerneront uniquement le transfert des compétences régaliennes".

En juin 2021 à Paris, avant la controverse sur la date du référendum, le ministre des Outre-mer de l'époque, Sébastien Lecornu, avait annoncé "l'organisation avant juin 2023 d'un référendum de projet" sur les nouvelles institutions de la Nouvelle-Calédonie afin de baliser la suite de l'accord de Nouméa.

Sur Twitter, Élisabeth Borne, Première ministre, a indiqué dimanche que l'État "dans l'esprit de la déclaration du 1er juin, ouvrira le dialogue avec l'ensemble des partenaires (calédoniens) dans les prochaines semaines". Avec AFP

OUTREMER 360° 24/06/2022

Nouvelle-Calédonie : mission du Sénat pour "écouter" avant une reprise du dialogue politique

POLITIQUE ▲ Eline ULYSSE © 24/06/2022

Une mission d'information du Sénat a entamé vendredi à Nouméa "un travail d'écoute" auprès des dirigeants calédoniens alors que les discussions sur l'avenir institutionnel de l'archipel doivent reprendre après le référendum sur l'indépendance du 12 décembre, boycotté par les indépendantistes.

"Nous sommes ici pour entendre, écouter et comprendre en prévision de l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie", a déclaré à la presse François-Noël Buffet (LR), président de la commission des lois, à la tête de cette mission qui a auditionné début juin plusieurs experts juridiques.

Il a souhaité que le Sénat joue le "rôle d'une institution de confiance et de sagesse" dans l'élaboration d'une nouvelle solution institutionnelle pour l'archipel, dont le processus de décolonisation dans le cadre de l'accord de Nouméa (1998) arrive à son terme.

La mission, également composée des sénateurs Jean-Pierre Sueur (PS) et Philippe Bas (LR), va s'entretenir avec les principaux responsables locaux dont le président du gouvernement collégial, Louis Mapou, le président du Congrès, Roch Wamytan et la présidente de la province sud, Sonia Backès.

Ouvéa. Lors de notre premier jour de présence en Nouvelle Calédonie nous déposons une gerbe au nom du Sénat à la mémoire des 19 Kanaks victimes des événements de 1988
pic.twitter.com/iQ5ABV1d2

— Jean-Pierre Sueur (@JP_Sueur) June 24, 2022

Ils se rendront dans les trois provinces et assisteront dimanche à l'inauguration hautement symbolique à Nouméa d'une "place de la paix" où trônera une statue de la poignée de main entre le leader loyaliste Jacques Lafleur et son homologue indépendantiste kanak, Jean-Marie Tjibaou, en 1988 lors de la signature des accords de Matignon. Ces accords avaient ramené la paix après des années de violences meurtrières.

La mission du Sénat intervient après le troisième et dernier référendum sur l'indépendance de l'accord de Nouméa, remporté haut la main le 12 décembre 2021 par les pro-France (96,5%) mais boycotté par les indépendantistes, qui en demandaient le report à cause de la crise sanitaire.

Ce scrutin, dont le résultat n'est pas reconnu pas le FLNKS, a radicalisé les positions : les loyalistes réclament un "statut définitif dans la France" tandis que leurs adversaires ne veulent discuter que "de l'accession à la pleine souveraineté".

La ministre des outre-mer, Yaël Braun-Pivet, devait effectuer un déplacement en Nouvelle-Calédonie cette semaine, pour amorcer une reprise des discussions politiques, mais en raison de sa candidature à la présidence de l'Assemblée nationale, elle l'a annulée. Avec AFP